

## LE VILLAGE DU PLAT PAYS THIONVILLOIS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Si dans un travail antérieur sur le plat pays thionvillois<sup>(1)</sup>, j'ai tenté d'explorer le monde rural au sens large, les résultats présentés ici concernent avant tout le village, élément de l'édifice social. A savoir ses rapports avec l'extérieur comme ses tensions internes : village dominé, village divisé. Mais au préalable, quelques mots sur ses habitants. Juxtaposition de destinées individuelles, la démographie est le fondement même de toute étude sociale. A condition toutefois de la replacer dans son contexte spécifique.

### L'ARCHIPRÊTRÉ DE THIONVILLE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

L'archiprêtré de Thionville (54 communautés villageoises) entre dans la mouvance française dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Son histoire se confond avec celle du « quartier de Thionville », formé par la pointe avancée du Luxembourg en direction de Metz coincée entre la Lorraine et le Barrois. Le vainqueur, tout en maintenant le régime coutumier, c'est-à-dire le droit local, met rapidement en place les rouages de son pouvoir : érection d'un bailliage, installation d'un subdélégué, création d'une maîtrise des Eaux et Forêts. Si le particularisme linguistique n'est pas combattu ouvertement, les actes officiels de la vie civile seront dorénavant rédigés en français. On peut considérer que l'intégration des villages du plat pays thionvillois dans la généralité des Trois-Évêchés est chose faite au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Au-delà de ces nouvelles structures, le vainqueur apporte la paix. Pendant près d'un siècle, le pays ne connaîtra plus d'opérations militaires d'envergure sur son sol. Tout au long de notre étude la société villageoise vivra à l'abri d'une « heureuse obscurité »<sup>(2)</sup>.

### La restauration de l'économie

Beaucoup d'historiens qui ont étudié la guerre de Trente Ans en Lorraine ont évoqué la disparition de plusieurs villages. Ainsi pour le pays thionvillois, le nombre de huit villages détruits a été avancé. Les séquelles de la guerre restent visibles dans le paysage longtemps après la fin de la guerre. Jacques-Étienne Turgot, intendant de Metz, écrit à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle : « Le plat pays (thionvillois) produit assez de grains par rapport à son étendue. Il y a néanmoins une assez grande partie en bois dont plusieurs proviennent de la destruction des villages que les

1) KIEFFER (J.), *Villages lorrains au XVIII<sup>e</sup> siècle : essai d'histoire sociale sur le plat-pays thionvillois*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Besançon, 1983, 365 p.

2) TESSIER (G.-F.), *Histoire de Thionville*, Metz, 1828, p. 166.

guerres ont causée... et l'on voit plusieurs ruines encore au milieu des bois »<sup>(3)</sup>.

Succédant au « sombre XVII<sup>e</sup> siècle », le XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît comme une période de relatif essor. Une recherche sur le mouvement des prix agricoles a pu être menée grâce aux notes prises par l'abbé Kaiser dans les archives de Sierck<sup>(4)</sup>. Sur 81 années, on observe la répartition suivante pour le froment :

- années normales : 66
- effondrement des prix : 5
- années de crise : 10 (1705, 1709, 1710, 1741, 1749, 1770, 1771, 1773, 1788, 1789).

Comme le reste du royaume, le plat pays thionvillois n'échappe pas à la primauté des conditions météorologiques. Comme le reste du royaume, il s'engage dans une phase de hausse des prix dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La qualité des sources utilisées a permis de suivre avec une bonne précision le mouvement des prix<sup>(5)</sup>. L'estimation de la hausse des prix, pour la période 1740-1789 est la suivante :

froment : + 60 % - moitange : + 37 % - avoine : + 11 %.

Cette hausse des prix céréaliers, et tout particulièrement celle des céréales panifiables, profite très inégalement aux paysans. On ne peut exclure l'hypothèse qu'il s'agit d'une hausse provoquée par la progression de la demande.

### **Le peuplement et son évolution**

Les registres paroissiaux de dix villages révèlent pour la période 1740-1789, une indiscutable croissance démographique. La moindre qualité des sources pour les années antérieures ne permet qu'une exploration beaucoup plus discrète. Cette croissance démographique conduit le plat pays, à la veille de la Révolution, à la situation que Pierre Chaunu appelle le « monde plein ». L'exploitation quantitative du mémoire du préfet Colchen permet de conclure à une densité moyenne de 72 habitants au kilomètre carré pour l'ensemble des 54 villages de l'archiprêtré. De la fin de la guerre de Trente Ans à la Révolution, le plat pays thionvillois est donc passé du « désert » au « monde plein ». Certes, la courbe des décès ne s'est pas encore assagie. Le pays connaît encore des crises de surmortalité, des régressions annuelles lorsque les décès dépassent les naissances. Cependant l'élan vital de la récupération démographique n'a pas été brisé au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, même si la croissance (il faut le souligner) s'est progressivement assoupie à partir de 1730-1740.

Des sols relativement riches, des coutumes confirmées, une population en expansion, et surtout la paix, voilà autant d'éléments favorables

3) B.M. Metz, manuscrit 1515, pp. 80-81.

4) A.D. Mos., 18 J 327.

5) KIEFFER (J.), *Villages lorrains...*, op. cit., pp. 159-163.

pour les paysans du plat pays, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Pourtant la plainte paysanne de 1789, dresse un tableau très sombre de la situation. Le contexte favorable qui vient d’être décrit à grands traits ne parvient pas à dissimuler la domination qui écrase les villageois.

**LE VILLAGE DOMINÉ**

La région étudiée n’est pas riche en documents cadastraux. Cependant, l’examen d’une dizaine de « terriers » a permis d’éclairer quelque peu le problème de la richesse foncière. En effet, un terrier est une pièce officielle, élaborée sous le contrôle de l’autorité judiciaire, qui contient un compte rendu de la distribution des terres et des immeubles d’une communauté d’habitants. La distribution des terres se faisait nominativement dans chacune des trois « soles » du finage. Pour reconstituer la part des terres attribuée à chaque propriétaire il faut donc comptabiliser toutes les parcelles successivement distribuées. Travail minutieux qui consomme beaucoup de temps. Pour illustrer le propos, on évoquera simplement le cas du ban de Veymerange pour lequel 498 lots ont été distribués<sup>(6)</sup>.

**La répartition de la propriété foncière**

Le tableau suivant présente la répartition de la propriété foncière dans les villages de Bousse et de Veymerange.

	Veymerange	Bousse
Communauté en indivision .....	0,1 %	16,4 %
Habitants .....	17,2 %	26,3 %
Clergé .....	0,4 %	8,6 %
Propriétaires forains .....	82,3 %	48,7 %

Il est clair qu’il ne s’agit ici que des terres distribuées et soumises à la redevance seigneuriale, à l’exclusion bien sûr de la réserve seigneuriale. Le seigneur garde de toute façon la propriété éminente de la terre qu’il concède moyennant un cens. Les deux villages étudiés, pourtant distants d’à peine dix kilomètres, présentent des situations très contrastées. Ici, la communauté a bien résisté; là, le clergé tire bien son épingle du jeu. Au total, il apparaît cependant que ceux qui cultivent la terre ne la possèdent pas. L’exploitation paysanne a une dimension moyenne de 4,8 hectares à Bousse et de 2,5 hectares à Veymerange. C’est bien peu à côté de la réserve seigneuriale de François Isaïe de Pouilly, seigneur de Volkrange, qui possédait un domaine de 128 ha, ou de la belle propriété des chanoines de la collégiale de Saint-Sauveur de Metz qui représentait quelque 60 ha du finage de Beuvange. Ces deux exemples témoignent de la vigueur du régime foncier féodal. A côté de cette vigueur des seigneurs

6) A.D. Mos., 4 E 5 81.

féodaux, on découvre une bourgeoisie urbaine véritablement assoiffée de terres. Le cas de la famille Blouet de Thionville est particulièrement significatif. Les 139 transactions foncières passées devant la justice de Volkrange entre 1740 et 1790 représentent un capital de 33 071 livres. Dans cette masse, les acquisitions de terres des Blouet représentent 1 470 livres. Dans les comptes de la collégiale de Saint-Sauveur, on les voit prendre à bail pour douze ans la seigneurie des chanoines pour 600 livres par an. De la boutique, la famille Blouet se hissera jusqu'à la magistrature : Jacques Blouet deviendra procureur impérial auprès du tribunal d'arrondissement, en 1806. La ville capte une partie de la richesse produite par le travail paysan, tout comme les cadres traditionnels : seigneurie et paroisse.

### **Le seigneur et le curé**

Les villages du plat pays étaient soumis à un double prélèvement : la none seigneuriale et la dîme cléricale. La première se levait à la neuvième gerbe soit 11 % ; la seconde à la onzième gerbe soit 9 %. Si l'on tient compte des réserves nécessaires aux semailles que l'on peut estimer à 10 %, le revenu paysan se trouvait déjà amputé de près d'un tiers avant que ne s'abatte sur lui l'impôt royal. Pourtant les cahiers de doléances ne dénoncent pas uniformément les prélèvements. Celui opéré par les curés des paroisses n'est presque jamais remis en cause, alors que les plaintes contre les gros décimateurs et les droits féodaux sont largement majoritaires. Quels facteurs peut-on avancer pour tenter d'expliquer ce décalage ? En premier lieu le poids considérable du catholicisme dans la vie quotidienne des paysans. Plusieurs indices convergent pour l'attester : la faible proportion des naissances illégitimes, le respect des temps clos dans le rythme saisonnier des mariages.

Le prestige intellectuel du curé joue aussi un grand rôle. Dans plusieurs communautés le curé a tenu la plume lors de la rédaction du cahier de doléances ; le curé Brousse à Volkrange a même été choisi par les habitants pour les représenter au bailliage. Enfin, le revenu confortable des curés, en moyenne 1 110 livres par an, leur permettait d'intervenir en faveur des pauvres de la paroisse, et même de consentir des prêts. A titre d'exemple, on peut citer le cas de la cure de Volkrange : un patrimoine foncier évalué 18 275 livres, un prélèvement décimal rapportant plus de 1 300 livres par an.

Le pouvoir du seigneur est de nature différente. Il est visible par les signes patibulaires. Il s'appuie sur le droit local qui confère au seigneur la maîtrise du premier degré de l'édifice judiciaire : le pouvoir de créer des maires et gens de justice qui vont rendre la justice en son nom. Le seigneur fixe et prélève les amendes champêtres, proclame l'ouverture des vendanges, intervient sans cesse dans la vie quotidienne des habitants par le biais de sa justice. Ici, il intervient pour régler une querelle de voisinage ; là, pour organiser une battue. Parfois la justice qu'il rend est expéditive et impitoyable. A preuve, le cas de Jean Dreling poursuivi devant

la justice d'Oeustrange le 23 août 1770. Le procureur requiert une condamnation à 50 livres d'amende car Jean Dreling aurait dissimulé deux gerbes de blé avant le passage des décimateurs. Finalement, ce laboureur sera condamné à 20 livres d'amende<sup>7)</sup>. On ne manque pas d'être surpris de la disproportion entre le délit et la rigueur du réquisitoire. Le malheureux Dreling risquait la prison, le procureur ayant demandé au besoin la contrainte par corps. Avec les frais du procès (14 livres), voilà une affaire qui aura coûté 34 livres - le prix d'une belle vache - pour deux gerbes de blé. Le pouvoir seigneurial avait les moyens de frapper vite et fort pour défendre ses privilèges.

A ces divers prélèvements, il convient d'ajouter la fiscalité de l'État. Toutes ces charges étaient-elles également réparties ? Tous tiraient-ils le même produit du fruit de leur travail ? Existait-il au contraire des antagonismes sociaux au sein même de la communauté villageoise ?

## LE VILLAGE DIVISÉ

L'impôt royal et les inventaires après décès constituent les sources essentielles sur lesquelles est fondée la mise à jour des clivages de la société rurale du plat pays thionvillois.

### La société paysanne à travers l'impôt royal

Un document des archives municipales de Thionville permet de ventiler les contribuables selon leur profession<sup>8)</sup>. Le résultat le plus frappant concerne les laboureurs; ils représentaient dans ce document, relatif à l'année 1747, 14 % de l'effectif des contribuables mais ils payaient 55 % de la masse fiscale.

Le tableau suivant met en évidence une hiérarchie nettement tranchée.

Professions	Moyenne d'imposition (en sols)
Laboureur	824
Semi-agricole (jardiniers, meuniers, vigneron)	136
Artisans	125
Manouvriers	52

Une élite semble se dégager : celle constituée par les laboureurs. Dans le plat pays thionvillois, le laboureur possède un train de culture - charrue, chevaux et outils de fer -, des terres en propre ou en location. Cependant le mot peut cacher des situations très contrastées. Ainsi, dans le document fiscal utilisé, on voit que Pierre Aigre, jardinier, paie 26 livres 10 sols d'impôt, alors que Jean Hippert, laboureur, ne paie que 9 livres 4 sols. La profession n'a pas d'effet mécaniste sur la richesse du moment.

7) *Ibid.*, B 5374.

8) A.M. Thionville, CC 25.

L'endettement peut conduire à une liquidation de l'exploitation. Il convenait donc d'établir une autre coupe à travers la société rurale en utilisant une autre source pour valider les résultats obtenus à partir de la fiscalité. Les inventaires après décès ont fourni le matériau nécessaire.

### **La société paysanne à travers la fortune mobilière**

Les inventaires après décès des biens meubles, au nombre de 126, recueillis dans les minutes de cinq justices seigneuriales des environs de Thionville, constituent la base des données. D'après l'étude statistique, on remarque que l'éventail des fortunes mobilières est plus ouvert que celui qui ressortait de l'étude fiscal. Cependant les deux études convergent sur un point essentiel. Il est une proportion que l'on retrouve dans les deux cas : 3/4 des habitants étaient pauvres. Dans les deux cas aussi, les laboureurs qui sont des paysans indépendants, sont massivement représentés dans le quart des gens aisés. Il est donc relativement simple de décrire les seuils de la société villageoise. En bas, le seuil de résidence. Habiter une maison du village confère l'appartenance à la communauté. Plus haut, posséder des chevaux est le deuxième seuil qui coupe véritablement la communauté en deux. Au-delà, le troisième seuil qui isole les « coqs de village » ; ceux-là sont vraiment riches et à l'abri des aléas de la conjoncture : ce sont les notables.

### **Les notables ruraux**

A partir des registres paroissiaux de Volkrange qui, outre les actes de baptême, de mariage et de décès, comportent une foule de renseignements sur la vie de la paroisse, il a été possible d'identifier les hommes qui ont occupé des fonctions dans l'administration de la paroisse. Pour encore mieux cerner la situation sociale de ces échevins, d'autres sources ont été utilisées : archives de la justice seigneuriale, et archives notariales. Au total, le portrait socio-professionnel de seize notables a pu être réalisé. Trois caractéristiques ressortent de cette étude. Premièrement, les échevins se recrutent surtout parmi les laboureurs. En second lieu, ils occupent généralement, à côté de leur fonction d'échevin, des postes dans l'appareil judiciaire seigneurial. Enfin, un petit nombre de familles seulement donnent des échevins à la paroisse. On peut donc parler à propos de l'exemple volkrangeois de dynasties locales.

Le vieux schéma trifonctionnel d'Adalbéron de Laon - ceux qui combattent, ceux qui prient, ceux qui travaillent - est largement devenu caduc dans cette société rurale du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ceux qui vivent de leur travail n'en tirent pas le même profit, et n'ont pas les mêmes ambitions. Je veux dire que l'aristocratie des laboureurs, en drainant la richesse du sol vers le haut, tout en redistribuant des salaires vers le bas aux manouvriers et aux artisans, n'a pas d'intérêts communs avec la masse des médiocres. C'est elle qui en définitive assure la solidarité de l'ensemble de l'édifice social. L'État ne s'y trompe pas en 1787-88, lorsque Louis XVI essaye de l'associer « aux affaires » par le biais de la réforme municipale.

Il peut même arriver qu'au sein même de la communauté d'habitants les clivages sociaux soient en quelque sorte institutionnalisés. A Oeutrange, en 1787, les laboureurs constituent devant la justice seigneuriale une communauté spécifique dans le but de préserver leurs pâturages contre le « libre parcours » qui donnait aux pauvres la possibilité d'entretenir leur maigre cheptel. On a ici l'illustration de la force de ce groupe qui protège ses intérêts particuliers avec l'aide du pouvoir seigneurial<sup>(9)</sup>.

\*            \*

\*

Les seigneurs, confirmés dans leurs privilèges lors de l'annexion française, disposaient de moyens de pression importants sur les paysans. Les curés, dont le prélèvement décimal n'est pas remis en cause au niveau du principe, pouvaient à l'occasion se permettre d'arbitrer les débats au sein de la communauté. Par rapport à la grande masse des habitants, les privilégiés vivaient confortablement.

Au-delà de l'opposition immédiatement perceptible entre les privilégiés et les paysans, il en est une autre plus cachée, plus souterraine entre les différentes composantes de la société villageoise. A savoir la position-clé occupée par un petit quart de la population : les exploitants indépendants. Généralement laboureurs, donc possesseurs de chevaux, ils assurent la pérennité du mécanisme du prélèvement seigneurial et clérical. Manifestement enrichis par la prise à bail des dîmes, ils profitent aussi de la conjoncture de hausse des prix car ils dégagent des surplus commercialisables. Dans une société où les bras sont devenus plus nombreux à la suite de la croissance démographique, ils distribuent salaires, semences et prêts car ils ont la surface financière nécessaire pour le faire. Autour d'eux, dans les mesures des manouvriers, dans les échoppes des artisans, ils ont constitué une clientèle nombreuse qu'ils tiennent bien en main. Du sommet de l'État jusque dans les campagnes, le clientélisme paraît bien être une réalité vivante et forte de l'Ancien Régime.

Jean KIEFFER

9) A.D. Mos., B 5376.